

EDITORIAL

Pesanteurs

LA Samir est en train de s'enliser entre provisoire et ambiguïté. Le provisoire c'est celui d'une procédure de liquidation qui va de report en report. Les créanciers ont bien raison de s'inviter aujourd'hui de la partie en exigeant une expertise de gestion. Qu'on se le dise, ne voyant rien venir, certains se sentent d'ores et déjà grugés. Le dernier aggiornamento de l'agenda de la liquidation, et d'une insolvabilité continuellement repoussée aux calendes grecques, est une manière de décider de ne rien décider. L'option d'un redémarrage de l'activité n'arrive plus à convaincre. Il va donc bien falloir envisager un plan B.

L'ambiguïté c'est celui d'une affaire qui a dévié en usine à gaz pour accoucher d'un monstre dont personne ne veut.

L'état de crise extrême est largement dépassé. Crise financière d'abord et ses implications sociales avec 1.000 employés en sursis depuis plusieurs mois. Crise de confiance ensuite pour les futurs investisseurs qui pourraient en méditer les enseignements. Mesurons bien les messages qu'elle envoie. Elle a commencé par casser le mythe de la transparence, y compris pour des sociétés cotées en Bourse et personne n'a compris comment le raffineur a pu masquer autant de pertes. Elle est en train de laisser entendre que les procédures de recouvrement des créances n'aboutissent pas dans un pays comme le Maroc, même quand la justice s'en mêle... Très astucieux lorsqu'on nourrit des rêves de places financières internationales pour Casablanca.

Enfin, alors qu'un peu partout les entreprises, tant par leur création que leur mortalité, sont les facteurs clés de succès de la croissance et du développement, cette affaire risque de distiller des indications dangereuses sur l'écosystème marocain empêtré dans ses contradictions et ses pesanteurs. □

Mohamed BENABID

BAM serre les vis aux grands comptes

- Le taux de la réserve monétaire porté de 2 à 4%
- Une façon de dissuader les banques à concentrer les risques sur les gros clients
- Le renforcement des crédits aux TPME sera récompensé par la Banque centrale

Voir page 9



RIK

Entreprises publiques

L'alerte de la Cour des comptes

CRÉDITS TVA, subventions et envolée de la dette extérieure garantie par l'Etat. Certains établissements et entreprises publics pourraient se transformer en gouffre pour le budget général de l'Etat.

A fin 2015, l'encours de la dette de ces organismes représente le quart du PIB. D'où l'alerte de la Cour des comptes, vu le risque qu'ils font planer sur les finances publiques et sur le secteur privé de par les arriérés de paiement. □

Voir pages 6 & 7



COP22: L'appel de la présidente de l'île Maurice

Entretien avec Ameenah Gurib-Fakim

Voir page 12

■ Le Maroc veut renouveler la LPL

■ Un fonds de garantie pour les clients des sociétés de Bourse

Voir De Bonnes Sources

■ Ce qui va remplacer le sac en plastique

Voir page 2

Ramadan et productivité
L'hygiène de vie,
facteur décisif

Voir page 25